

et qui, je suis fier de le dire, a été considérablement influencée par mon parti.

Je voudrais poser une question à mon collègue d'Essex et lui demander, après avoir écouté ses remarques sur le projet de loi C-20 et les répercussions de celui-ci sur le Canada dans son ensemble et sur l'économie nationale en général, quelles conséquences ce projet de loi et ses dispositions auront sur sa circonscription et sur la région qu'il représente.

• (1720)

Je fais maintenant allusion à Windsor et à la région rurale qui l'entoure et qui ressemble beaucoup à la mienne, la circonscription fédérale de Brant qui a été absolument ravagée par cette récession, comme au début des années 80, mais cette fois-ci les effets en ont été plus graves et plus profonds.

Je voudrais demander à mon collègue quelles répercussions ce projet de loi aura sur sa circonscription et sur la région de Windsor qu'il représente.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Brant pour ses observations et sa question.

Il conviendrait peut-être de noter, à propos de certaines des remarques de mon collègue, que nous ne semblons pas nous rendre compte à quel point notre régime de soins de santé est supérieur au régime américain.

Je voulais ajouter une citation que je n'ai pas pu inclure dans mon discours. Voici ce que la Fédération nationale des syndicats d'infirmières avait à dire sur ce sujet dans son mémoire: «Une étude comparative récente du Massachusetts et du Manitoba a révélé que, dans neuf interventions chirurgicales sur onze, le taux de mortalité des Manitobains était inférieur à celui des patients hospitalisés au Massachusetts. La comparaison des taux de mortalité et de l'espérance de vie confirme en outre que les Canadiens sont en meilleure santé que les Américains.» Nous parlons donc d'un régime qui a fait ses preuves, mais qui est mis à rude épreuve.

Je m'en rends compte dans ma circonscription, en tout cas. Le manque des ressources est évident dans les hôpitaux de ma localité. Il n'y a pas que les problèmes liés à limitation du nombre de lits faute d'argent. On voit aussi les files d'attente s'allonger, tant et si bien que certaines

### *Initiatives ministérielles*

personnes sont forcées d'aller se faire soigner aux États-Unis, notamment si elles souffrent de troubles cardiaques. Cela ne devrait pas se voir dans un pays comme le nôtre. Nous avons d'éminents médecins. Souvent, nous avons aussi les installations nécessaires, mais elles ne sont pas opérationnelles à cause des compressions budgétaires qui ont été imposées par suite des réductions de 30 milliards de dollars auxquelles le gouvernement fédéral a procédé depuis 1985, et ce n'est pas fini.

Pour les gens de ma collectivité, leur régime de soins de santé représente un énorme avantage par rapport à leurs voisins des États-Unis, juste de l'autre côté de la rivière, mais ils se rendent compte aussi qu'il est soumis de plus en plus à rude épreuve. J'espère pour eux, pour leur santé et pour nous tous que quelqu'un au Canada va se rendre compte que cette mesure législative contribue à mettre encore plus en péril notre régime de soins médicaux.

**M. Blackburn (Brant):** Une dernière question et un dernier commentaire, monsieur le Président. Il me semble que plus nous dégradons notre régime d'assurance-maladie au moyen de réductions ou de blocage de crédits, plus cela nuira aux efforts des groupes, aux États-Unis, qui souhaitent instaurer un régime semblable au nôtre à la place de leurs régimes privés.

Je parlais récemment avec des membres du Congrès américain, qui me disaient: «Nous aimerions bien copier votre modèle.» C'étaient naturellement des démocrates libéraux, bien que certains d'entre eux étaient des républicains, qui représentent des groupes habitant des grandes villes où il y a beaucoup de pauvreté.

J'aimerais demander à mon collègue d'Essex s'il estime qu'en dégradant notre régime d'assurance-maladie par des réductions de crédits comme le gouvernement est en train de faire, les forces progressistes qui, aux États-Unis, étaient en faveur de l'instauration d'un régime public d'assurance-maladie vont perdre du terrain.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je crois que le député soulève là un excellent point.

Le Comité des finances s'est rendu récemment à Washington pour étudier les moyens de juguler le déficit. Assez curieusement, parmi les représentants du gouvernement américain que nous avons rencontrés, nombreux